

Le NEPAD occidentalisé : l'indispensable réforme

Défendre ses droits est-ce la même chose que défendre ses intérêts ? C'est l'un des sujets en philosophie du Baccalauréat de juin 2002 en France. La réponse est en principe négative malgré les multiples nuances et exceptions. Mais pour le G8 réuni à Kananaskis, Alberta au Canada le 26-27 juin 2002, il n'y a pas de doute : c'est oui dès que l'on parle de l'Afrique ! Pour les Africains, c'est plus compliqué. Il semble que le droit se confond avec la notion de "justice". C'est ainsi que de nombreux quiproquos apparaissent dans les négociations entre les dirigeants africains et ceux des pays du G8 ; le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, plus connu sous le sigle anglais NEPAD, n'y fait pas exception surtout s'il est question d'obtenir 64 milliards de \$ EU d'aide pour lancer cette ènième initiative, 40 ans après les indépendances. Au Canada, les sujets sont clairs : la relance économique mondiale, le terrorisme avec une volonté des Etats Unis d'en découdre avec l'Irak, l'éducation primaire pour tous d'ici 2015, le protocole de Kyoto sur l'environnement, et la contribution au fond spécial pour le NEPAD.

L'Afrique : un bien public global ?

Compte tenu de la pratique des dirigeants du G8 envers l'Afrique, la réponse pour le canadien Jean Chrétien, le français Jacques Chirac, le Russe Vladimir Putin, l'américain George W. Bush, le britannique Tony Blair, l'allemand Gerhard Schröder, le japonais Junichiro Koizumi, l'italien Silvio Berlusconi ne peut qu'être oui puisque c'est à partir de la conception occidentale de leurs intérêts collectifs et particuliers que se modèle le droit. Ce droit dit "international", mais principalement occidental, vient donc conforter ou augmenter des positions de rapports de force changeants au sein même du G8, souvent en fonction des rapports de forces économiques et militaires et des possibilités de rétorsion effectives. L'Afrique ne dispose ni de la force, ni de mesures de rétorsion. Elle ne dispose que de sa capacité à s'unir pour influencer collectivement la structuration d'un droit international qui renforce le principe sous-jacent de l'inégalité des pays face au droit de propriété. Pour être clair, tout ce qui est sur le sol des pays du G8 est une propriété du G8 et il n'est nullement question pour des Africains de rêver même à en contrôler une parcelle. Par contre, tout ce qui est sur le sol africain est considéré comme un bien public global, qu'il faut nécessairement "partagé" inégalement avec l'Occident, surtout si ce dernier en est dépourvu.

Sur la base de ce principe et pour faire fonctionner leur économie, il est donc légitime que les membres du G8 s'organisent, y compris avec des dirigeants africains publics et privés, pour s'octroyer, à moindre coût, l'usufruit de ce qu'ils considèrent comme un bien commun, quant il ne s'agit pas tout simplement de l'annexion d'un espace, d'un bien ou d'un service public. Privatisation ou vente au gré à gré en toute non-transparence ne sont que des instruments facilitant les transferts et le contrôle de biens publics globaux au profit de non-Africains. C'est ainsi que le G8, constituant 13,9 % de la population mondiale en 2000, s'accapare les 67,5 % du revenu mondial (produit intérieur brut) alors que les pays à revenus faibles et intermédiaires, représentant 85,1 % de la population mondiale, ne disposent que de 21 % du revenu mondial bien que l'essentiel des richesses se trouve sur leur territoire. En fait, les dirigeants africains se contentent de leur indépendance sur papier et refusent de s'organiser collectivement pour leur indépendance économique. Il y a donc peu de chance d'amélioration du bien-être de la population en Afrique si ces mêmes responsables ne prennent pas conscience qu'ils ne sont reçus formellement dans les chancelleries occidentales que s'ils acceptent le principe du bien public global sur leur territoire et facilitent les accès aux ressources non sans contreparties. Pour certains, cette situation de rente est même recherchée et aboutit parfois au partage des rôles, ceci aux dépens de la population locale. La formule magique est simple : fournir le bien public global à moindre coût à l'Occident et en retour, pas d'ingérence dans la gestion locale du territoire africain sauf en cas de menace de déstabilisation réelle ou supposée, d'où les abus en matière d'injustice sociale, d'accès à l'information et d'atteinte aux droits de l'homme doublés par la promotion d'une démocratie de façade. La transition entre les présidents Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana à Madagascar en est hélas une illustration malheureuse projetée au devant de l'actualité. Il y a confusion totale entre droit et intérêts sauf quand il s'agit de prendre en compte ceux de la population. L'OUA n'a pas osé prendre position à Adis Abeba.

NEPAD : les chefs d'Etat africains doivent changer leur approche

Les dirigeants africains, sur la base des injustices coloniales, tout en oubliant les nouvelles qu'ils ont générées au niveau de la société civile, estiment avoir un "droit" à la mansuétude et à l'aide au développement. En l'espèce, il s'agit d'obtenir une enveloppe financière pour le NEPAD, bien que certains chefs d'Etat s'en défendent. Les incessantes désillusions, suite au silence des dirigeants occidentaux lors de la conférence sur le financement du développement de Monterrey au Mexique (mars 2002), auraient dû faire réagir les dirigeants africains. L'absence des dirigeants des pays du G8, lors la conférence de la FAO à Rome de juin 2002 sur la faim dans le monde, ne fait que rappeler que la sécurité alimentaire des pauvres est le dernier de leurs soucis. Il n'est donc pas question pour les dirigeants occidentaux d'aider mais d'éviter de passer pour des égoïstes auprès de leurs concitoyens, ni plus, ni moins. A Kananaskis, il faut sortir du cynisme sinon le G 8 perdra toute crédibilité quant à sa volonté réelle d'aider les pauvres.

Les dirigeants africains doivent modifier leur approche en choisissant des projets et programmes qui servent réellement, et en priorité, les 70 % de la population africaine vivant en zones rurales et, en conséquence, revoir leur démarche actuelle d'organisation de la mobilisation de ressources financières pour le NEPAD. Avec des exportations de biens 27 fois inférieures à celles de l'Union Européenne, l'Afrique accuse un solde commercial négatif du fait de budgets trop importants liés à l'importation de biens manufacturés. Pourtant, un effort direct du NEPAD pour éviter les pertes après récoltes devrait tripler les exportations africaines de nourriture qui

stagnent à 17 % du total des exportations africaines en 2000, alors que l'essentiel de l'aide alimentaire est composé justement de nourriture provenant des excédents subventionnés des pays riches.

Les dirigeants africains savent-ils que si seulement ils s'organisaient collectivement pour supprimer les pertes agricoles après-récoltes en améliorant le stockage, la conservation, le conditionnement, le transport, l'information de mise à disposition des consommateurs locaux et internationaux, les échanges de compensation intra-régionaux, la transformation industrielle, et l'accès à l'énergie en zone rurale, l'Afrique réduirait de près de 90 % ses dépendances alimentaires vis-à-vis du monde extérieur. La corruption sera d'ailleurs automatiquement réduite de 50 % et l'endettement aussi. Il s'agit donc de revoir le NEPAD à partir de la demande sociale pour retrouver une légitimité avec la société civile, directement ou à travers les parlements qui ne sont pas des caisses d'enregistrement. L'accent doit être mis sur la réduction de la pénibilité du travail des femmes, sur les discriminations et les injustices dont elles font l'objet du fait du " machisme " ambiant en Afrique. Elles représentent pourtant plus de 50 % de la population africaine et sont quasiment absentes en termes de représentativité dans le NEPAD.

Le NEPAD occidentalisé est de plus en plus "anti-social"

En moins de deux ans, on est passé de la nouvelle initiative des Africains au NEPAD favorable à la logique occidentale et libérale d'organisation collective de l'accès aux ressources africaines en inversant les vérités économiques. Ce ne sont pas, par exemple, les investissements étrangers directs qui contribuent à créer la croissance pour les pays pauvres, mais la croissance qui attire les investisseurs étrangers directs. Ce n'est pas la production pour les marchés d'exportation qui assure la pérennisation des emplois productifs mais la recherche de la satisfaction des marchés de proximité. Ce ne sont pas les nombreuses ponctions (fiscales, officielles ou mafieuses) qui favorisent l'organisation libre des marchés locaux mais une meilleure organisation du pouvoir d'achat et une distribution réelle de revenus basés sur le travail (et non sur la rente) qui favorisent la relance par la demande, l'émulation et la compétitivité au niveau local avec comme conséquence une meilleure lisibilité de l'assiette fiscale...

Bref, les économistes africains devraient se réveiller pour montrer que les affirmations péremptoires des grandes institutions internationales ne sont pas toujours confirmées sur le terrain. Il ne s'agit souvent que de théories visant à déformer la réalité au profit des intérêts du G8. Certains arguments utilisés par le G8 sont pourtant pertinents. Le président George W. Bush et son administration n'ont-ils pas raison de s'interroger sur le gaspillage et donc sur l'inefficacité de l'aide octroyée surtout lorsqu'elle tombe dans les mains de gouvernements corrompus ? Mais où est la solidarité de ce président américain lorsqu'il affirme qu'il "comprend les problèmes africains" après avoir introduit des subventions agricoles pour protéger les quelques riches agriculteurs américains ? Pour l'Administration américaine, défendre ses droits est bien la même chose que défendre d'abord ses intérêts, même aux dépens des autres membres du G8. En l'occurrence, il s'agit même de se placer "hors-droit" puisque c'est le plus fort qui forge le droit. La réponse africaine : le silence parce que cette Afrique a peur de s'organiser collectivement pour parler d'une même voix. Les pressions individuelles sur les chefs d'Etat ne sont pas étrangères à cet état de fait.

On en arrive même à une aberration. Au Canada, le NEPAD, défendu par les présidents sud-africains, sénégalais, nigériens, algériens au G8, fera l'objet d'une "correction" par les pays du G8. Quid du plan d'action de Lagos qui reste la référence non financée par les Occidentaux ! C'est donc un NEPAD revu et corrigé à la sauce libérale et sans piments qui risque d'être présenté pour endos en juillet 2002 en Afrique du Sud, au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, en métamorphose avancée vers l'Union africaine. Quelle Union africaine sans programmes sociaux ? L'option toute libérale de plus en plus adoptée par le NEPAD rappelle que les chefs d'Etat font des concessions sur des points qui sont vitaux pour la population, population qui n'a jamais été conviée à se prononcer par un référendum sur son soutien à une initiative de dirigeants africains qui ne la représentent pas toujours. Le NEPAD doit-il être anti-social pour bénéficier des maigres subsides d'un G8 qui se soucie plus du "qu'en dira-t-on de leurs électeurs" que du développement de l'Afrique ?

Le réveil tardif de l'intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique

Les Africains partent au Canada sans illusion. Le G8, sous la houlette des Américains, va demander aux Africains de démontrer l'existence de résultats pour l'aide précédemment octroyée et se baser sur les résultats plus que mitigés pour rejeter la formule "plus d'aide" pour choisir celle de "plus de résultats concrets". De plus, le peu d'aide qui pourrait être octroyée sera basée sur l'engagement d'une part, à soutenir le dogme néo-libéral d'ouverture totale des marchés, donc sans interventions de l'Etat et sans subventions octroyées aux paysans africains à l'instar de ce que ne font pas les Américains et des Européens, et d'autre part à instaurer une politique anti-corruption qui donnerait des résultats tangibles, mais surtout visibles. Gare aux boucs émissaires en Afrique et la chasse aux sorcières dans les partis politiques... C'est à cette condition que le Président George W. Bush se propose d'effectuer une visite dans quelques pays amis en Afrique en 2003 et en profitera pour assister au prochain forum sur l'AGOA (exportation de certains produits africains aux Etats-Unis sans droits de douane).

Le rock-star Bono, suite à sa tournée africaine de 10 jours en mai 2002 avec le secrétaire d'Etat Paul H. O'Neill, a donc perdu son pari d'amener l'Administration américaine à augmenter substantiellement sa contribution à l'aide du développement. Des promesses ont été faites pour augmenter légèrement sur 5 ans la contribution américaine sous forme de dons mais uniquement pour prévenir la transmission du virus VIH du sida de la mère à l'enfant, et transmettre quelques manuels scolaires. En réalité, il y a plus d'énergie dépensée pour s'assurer que les fonds seront bien utilisés, c'est-à-dire que ces fonds n'iront pas à l'encontre des intérêts américains, ni

ne seront détournés au profit des réseaux qui sont au pouvoir en Afrique. En vérité, il faut savoir que les tensions au Moyen-Orient et la chute de la production des pays non membres de l'organisation des Etats producteurs de pétrole (OPEP) ont amené l'Administration américaine à reconsidérer sa stratégie et ses intérêts. Il est question d'augmenter de 15 % à 25 % l'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis à partir d'Afrique. L'investissement dans l'industrie du pétrole africain dépassera 10 milliards de \$ EU en 2003. Près des 2/3 de l'investissement étranger direct se fera dans le secteur énergétique, pour ne pas dire pétrolier. Il fallait donc amadouer les pays avec quelques subsides pour le sida et l'éducation de surface tout en concentrant l'essentiel des actions dans le secteur présentant un intérêt stratégique pour l'Administration américaine. Il va de soi que les autres pays du G8 ne seront pas en reste d'autant plus que, dans les années à venir, tous les pays d'Afrique centrale risquent de se retrouver classés comme de "nouveaux pays pétroliers" et qu'il existe d'autres matières premières qui sont considérées par le G8 comme des biens publics globaux.

Les Chefs d'Etat doivent représenter d'abord leur peuple

L'absence de débat sur le NEPAD avec la société africaine, le refus des dirigeants africains, au moins sur le plan sous-régional, d'aborder, de manière collective, les problèmes de la dette, de la corruption lors des attributions de travaux d'infrastructure, de la violation des droits de l'homme, et de la démocratie de façade, pour ne prendre que ces exemples, est révélateur d'un état d'esprit de type : "chacun chez soi et les chèvres sont bien gardées"...En fait, en filigrane, il ne s'agit que d'un problème sécuritaire, doublé d'un problème alimentaire. Tant que le pouvoir garantira les accès aux richesses, légalement ou par usurpation, le NEPAD, revu et corrigé par l'Occident, ne sera que le miroir déformant des volontés de la population africaine. Le G8 ne peut que se réjouir d'avaliser une telle situation qui ne gêne en rien ses objectifs et contrecarre fortement la grande ambition des véritables pères re-fondateurs de la relance de l'unité africaine aux rangs desquels le président libyen Mu'ammar Al Kadhafi avec les Etats-Unis d'Afrique, Thabo Mbéki avec la renaissance africaine...

On se demande d'ailleurs pourquoi l'on est si pressé en Afrique de faire financer le NEPAD par ceux qui ne sont ni intéressés, ni ne veulent le financer, au point d'accepter de rajouter, à la demande occidentale, la notion de partenariat en remplacement de la nouvelle initiative africaine (Sommet du G8 de Gênes, juin 2001). Il n'est donc plus question stratégiquement d'organiser des pôles sous-régionaux et d'appuyer le développement régional sur des "locomotives économiques régionales" mais de s'organiser pour tirer le meilleur parti de l'aide occidentale. Les pays du G8 l'ont bien compris et laissent les chefs d'Etat Africains continuer à rêver quant à un hypothétique apport de fond de type plan Marshall pour le NEPAD. Quelques mesures d'accompagnement pour les budgets nationaux, sous forme de réduction partielle et partielle de la dette, non sans conditionnalités, ont permis d'ébranler l'élan collectif originel. Le NEPAD doit entrer dans une nouvelle phase de décentralisation sous-régionale, qui pourrait d'ailleurs s'organiser sous la forme d'interdépendance entre quelques Etats réellement engagés et décidés à servir d'abord l'intérêt de leur population, non sans l'appui du secteur privé épris d'éthique. L'interdépendance passe avant l'union.

Priorité à la sécurité des pays occidentaux ?

Le renouveau de la renaissance africaine est un processus endogène de retour à la confiance et d'organisation de l'autosuffisance à partir de la proximité. Retarder l'avènement d'une société de confiance à l'intérieur des frontières nationales ou régionales signifie que l'on ne cherche pas à valoriser la valeur ajoutée africaine mais à offrir en pâture aux tenants du libéralisme à outrance, la fourniture de biens publics globaux que sont les matières premières et une main d'œuvre à faible coût. Il n'est donc pas question réellement de moderniser l'Afrique mais de la ponctionner. C'est donc cette logique de rente de situation qui sous-tend le NEPAD occidentalisé. La question qu'il faudrait poser est la suivante : Pourquoi les pays occidentaux représentés par le G8 devraient aider l'Afrique et soutenir une initiative afro-africaine ? L'Occident peut-il modifier son plan original qui consiste à entraver toute initiative afro-africaine en remodelant le NEPAD selon les objectifs stratégiques occidentaux ?

Il est question maintenant de savoir ce que les Chefs d'Etat Africains font ou ne font pas pour désamorcer les initiatives africaines risquant, sur la base du droit international, de gêner les intérêts collectifs du G8 et de ses structures-relais. Il va de soi que l'avenir d'un NEPAD occidentalisé se conjuguera selon le droit de préemption des pays jugeant que leur intérêt passe par un besoin réel ou imaginaire de sécurité de l'accès à ce qui est considéré par le G8 comme un bien public global. Pouvoir économique et histoire coloniale risquent de faire passer par pertes et profits le besoin de sécurité alimentaire et le droit à l'existence de millions d'Africains qui ne savent toujours pas ce qu'est le NEPAD dans leur vie quotidienne. C'est normal, ils n'ont jamais été consultés. Le NEPAD est devenu un nouveau partenariat pour la sécurité des pays occidentaux et quelques piêtres capitalistes africains adeptes de la rente. Une réforme en profondeur du NEPAD est nécessaire. Elle se fera en marge du NEPAD occidentalisé et sans les bureaucraties transnationales. Sinon, tous les Africains sérieux sont en droit de douter du NEPAD occidentalisé. Le NEPAD doit devenir démocratique pour bénéficier de l'appui de la population, et éventuellement des bailleurs de fonds sérieux et refusant le cynisme. Il y en a quelques-uns !

Yves Ekoué AMAIZO

Contact pour cet article : <mailto:E.Amaizo@unido.org>

Grain de sable n°351 - 23 juillet 2002